

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Mission de maîtrise d'œuvre de démolition,
désamiantage, de génie civil et de terrassement
du site « Oddo Est »**

Sommaire

Article 1 – Dispositions générales	3
1.1 Missions de maîtrise d’œuvre	3
1.2 Durée du marché.....	3
1.4 Parties contractantes	3
1.5 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)	4
1.6 Sous-traitance	4
1.7 Exécution phasée des travaux	5
1.8 Tranches optionnelles	5
1.9 Confidentialité	5
1.10 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail	5
Article 2 – Pièces contractuelles du marché	6
2.1 Pièces particulières	6
2.2 Pièces générales	6
Article 3 – Dispositions financières	6
3.1 Forfait de rémunération.....	6
3.2 Prestations supplémentaires ou modificatives	8
3.3 Révision des prix	8
3.4 Avance	9
3.5 Paiement	9
Article 4 – Engagement de la maîtrise d’œuvre sur le coût des travaux.....	11
4.1 Engagement du maître d’œuvre sur le cout de l’opération avant la passation des marchés de travaux.....	11
4.2 Engagement du maître d’œuvre sur le cout de l’opération après la passation des marchés de travaux.....	12
Article 5 – Exécution et périmètre des prestations	13
5.1 Collaborateurs du maître d’œuvre.....	13
5.2 Ordres de service	14
5.3 Registre de chantier	15
5.4 Présentation des livrables	15
5.5 Délais d’exécution et pénalités	15
Article 6 – Développement durable.....	19
6.1 Obligations environnementales	19
6.2 Insertion sociale	19
Article 7 – Assurances	20
Article 8 – Résiliation.....	20
Article 9 – Règlement des différends	20
Article 10 – Dérogations au CCAG MOE	20

Article 1 – Dispositions générales

1.1 Missions de maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP.

Missions normalisées de maîtrise d'œuvre	Missions complémentaires
<ul style="list-style-type: none">- Etudes d'avant-projet (AVP) ;- Etudes de projet (PRO), ainsi que compléments éventuels auxdites études en cas d'acceptation par le maître de l'ouvrage de variantes proposées par l'entrepreneur ;- Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des marchés travaux (ACT) ;- L'examen de la conformité des études d'exécution au projet (VISA) ;- Etudes d'exécution pour l'ensemble des travaux (DET) ;- Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception (AOR).	<ul style="list-style-type: none">- Diagnostic Initial (DIAG) ;- Diagnostic Structure (STR) ;- Diagnostic « PEMD » /Ressource (initial et recollement) ;- Etude de faisabilité (FAI)- Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) – Tranche optionnelle 1

1.2 Durée du marché

Le marché débute à compter de sa notification et s'achèvera à l'admission des prestations au terme du délai de garantie de parfait achèvement c'est-à-dire 12 mois après le terme du dernier marché de travaux de l'opération, le cas échéant prolongée.

Le démarrage de chaque mission sera fait par ordre de service.

1.4 Parties contractantes

1.4.1 Le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est l'EPAEM, représenté par sa Directrice Générale ou ses représentants.

1.4.2 Le titulaire

Les caractéristiques du titulaire sont précisées dans l'Acte d'Engagement du marché.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Ce changement n'affectant pas la forme juridique du Titulaire et n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale, un avenant ne sera pas nécessaire.

Le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise Titulaire et de tout projet de cession du marché public dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public serait transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de le marché public par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de le marché public au nouveau titulaire.

1.4.2.1. Partage de responsabilités entre les cotraitants

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire, si les documents particuliers du marché le prévoient, de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'au terme du présent marché.

La répartition des responsabilités entre co-traitants conjoints sera déduite de la convention de groupement transmise au maître d'ouvrage dans le cadre de l'offre. A défaut, le maître d'ouvrage déduira cet engagement de la répartition des honoraires par co-traitant et élément de mission pour lesquelles un ou plusieurs cotraitants ont chiffré la réalisation d'une prestation dont ils prennent de fait, la responsabilité.

1.4.2.2. Remplacement d'un cotraitant défaillant

En application des articles R. 2194-1 et R. 2194-6 du code de la commande publique, le mandataire du groupement pourra proposer à l'acheteur de modifier sa composition dans les cas limitatifs suivants :

- Si l'un des co-traitants cesse son activité, s'il se trouve dans une situation de défaillance économique, s'il décède ou s'il est frappé d'incapacité civile ;
- Ou si un des cotraitants est défaillant dans l'exécution de ses prestations.

Le mandataire propose sans délai à l'acheteur l'une des solutions suivantes :

- Soit de réaliser lui-même les prestations qui restent à réaliser par le membre défaillant du groupement ;
- Soit de faire réaliser ces prestations par un autre membre du groupement ;
- Soit de présenter un sous-traitant ;
- Soit de proposer une nouvelle entreprise pour rejoindre le groupement à la place du membre défaillant.

Ce choix est soumis à la validation de l'acheteur, notamment au vu de l'aptitude des autres membres du groupement à assurer la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans les conditions contractuelles convenues.

Si un tiers est présenté (nouveau sous-traitant ou cotraitant), celui-ci produit :

- L'ensemble des documents et renseignements qui étaient exigés par les documents de consultation du présent accord-cadre pour l'analyse des candidatures ;
- Les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion définis par les articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.

Un avenant est conclu entre l'acheteur et l'ensemble des cotraitants. Cet avenant détermine notamment la nouvelle composition du groupement, la nouvelle répartition des prestations ainsi que la rémunération de chaque co-traitant.

Par ailleurs, en cas de manquement aux obligations contractuelles de l'un des cotraitants, l'acheteur conserve dans tous les cas la possibilité de résilier partiellement le marché selon les modalités définies à l'article 10 de ce CCAP.

1.5 Coordination de la Sécurité et Prévention de la Santé (SPS)

Pour les marchés de travaux concernés par l'obligation de disposer d'un coordonnateur sécurité et protection de la sante, ce dernier sera désigné ultérieurement dans le cadre de l'accord-cadre transverse de l'établissement.

1.6 Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations, sous réserve de l'acceptation du (ou des) sous-traitant(s) par le maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 12.2 du CCAG-MOE.

1.7 Exécution phasée des travaux

Compte tenu des problématiques foncières, l'ensemble des adresses ne sera disponible dans une même temporalité.

Ainsi, les travaux devraient faire l'objet d'un phasage visant à commencer par la démolition de la partie « espaces publics » avant d'entamer les travaux de démolition de la partie « futur ilot ».

La rémunération du maître d'œuvre tient compte du suivi en deux temps des missions ACT à AOR.

Si les travaux peuvent faire l'objet d'une réalisation commune, la rémunération du maître d'œuvre sera modifiée conformément aux dispositions de l'article 3.1.3. du présent CCAP.

1.8 Tranches optionnelles

Le marché comporte une tranche optionnelle dédiée à la réalisation de la mission Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) dans le cas où le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage décident de conclure plusieurs marchés de travaux (allotissement) pour la réalisation de l'opération.

La tranche optionnelle (mission OPC) sera, le cas échéant, affermée durant la mission PRO.

1.9 Confidentialité

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

1.10 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du CCAG MOE, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail de ses salariés.

Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'Acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Programme de maîtrise d'œuvre ;
- La décomposition du prix par élément de mission et, le cas échéant, par cotraitants ;
- Le mémoire technique.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-Moe) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Travaux (CCAG-Travaux) dont le dernier a été approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, pour ce qui concerne les missions de la maîtrise d'œuvre en phase Travaux ;
- Les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois M0 indiqué dans l'acte d'engagement) ;
- Le livre IV du Code de la commande publique relatifs aux missions de maîtrise d'œuvre ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Les dérogations au CCAG-MOE sont récapitulées à l'article 10 du présent CCAP.

En cas de contradiction, ou de différence, entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Article 3 – Dispositions financières

3.1 Forfait de rémunération

3.1.1 Dispositions générales

Le forfait de rémunération est exclusif de tout autre émolument et de toute autre remboursement des frais au titre de l'exécution des prestations. Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

3.1.2 Modalités de fixation du forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération provisoire (Frp) de la mission de maîtrise d'œuvre sera fixé en tenant compte :

- du montant (Ef) de l'enveloppe prévisionnelle des travaux ;
- du taux de rémunération (T) proposé par le maître d'œuvre (taux indicatif * coefficient de complexité).

$\text{Soit : Frp} = \text{Ef} \times \text{T}$

3.1.3 Modalités de passage du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération

Le forfait de rémunération devient définitif lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de la phase PRO et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel définitif des travaux.

Il sera fixé par avenant parallèlement à la fixation du coût prévisionnel définitif (Cpd) des travaux concernés, ce dernier étant décomposé en trois catégories :

Catégorie 1	Catégorie 2	Catégorie 3
CTI-CONC	CTA-CONC	CTM-CONC
Le Coût des Travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial	Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception	Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage

Le forfait de rémunération définitif (Frd) de la mission de maîtrise d'œuvre sera ainsi arrêté conformément à la formule suivante :

$$\text{Frd} = \text{Frp} + [(\text{CTA} + \text{CTM}) * \text{T}]$$

3.1.4 Modification de la rémunération en cas de phasage unique des travaux

A l'issue de la mission PRO, si l'ensemble des assiettes foncières sont disponibles, les travaux feront l'objet d'une réalisation non phasée.

Ainsi, une seule consultation de travaux – allotie, le cas échéant – sera réalisée. Les missions ACT à AOR ne seront réalisées qu'une seule fois.

Ainsi, afin d'arrêter le forfait définitif de rémunération, le forfait provisoire de rémunération (Frp, tel que décrit dans la formule inscrite à l'article 3.1.3 ci-dessous) sera recalculé tel que :

$$\text{Frp} = [\text{Ef} \times \text{T1} \times \% \text{AVP et PRO}] + [\text{Ef} \times \text{T2} \times \% \text{ACT à AOR}]$$

Avec :

- T1 : taux de rémunération initial (taux indicatif * coefficient de complexité)
- T2 : taux de rémunération sans coefficient de complexité (taux indicatif seul)

De même, le forfait de rémunération associé à la mission OPC sera recalculé afin de retirer le coefficient de complexité (OPC/coefficient de complexité).

3.2 Prestations supplémentaires ou modificatives

Il sera fait application de l'article 14 du CCAG MOE sous réserve des dispositions complémentaires et dérogatoires suivantes.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires et/ou modificatives demandées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, l'ordre de service fixera provisoirement le prix nouveau retenu par le maître d'ouvrage par application des prix unitaires journaliers (ou demi-journée) prévus au bordereau des prix plafonds de l'accord-cadre.

Le maître d'œuvre est réputé avoir accepté le prix provisoire fixé par l'ordre de service si, dans le délai de quinze jours suivant l'ordre de service, il n'a pas présenté d'observation au maître d'ouvrage en indiquant, avec toutes justifications utiles, le prix qu'il propose.

Le maître d'œuvre ne peut pas prétendre à rémunération supplémentaire du seul fait de l'allongement de la durée d'exécution des travaux.

La rémunération supplémentaire devra être justifiée par des prestations supplémentaires conformément aux conditions posées par l'arrêt du Conseil d'Etat du 29 septembre 2010 (n° 319481, « Société Babel c/ Commune d'Orange »).

En tout état de cause, aucune rémunération supplémentaire ne sera octroyée :

- pour les diverses études de mise au point préalables à l'acceptation définitive des dossiers par le maître de l'ouvrage ;
- pour les études complémentaires ou modificatives entraînées par un refus ou des réserves formulées par les organismes consultatifs, réglementaires ou de tutelle ;
- pour tous les travaux indispensables à la réalisation de l'ouvrage, notamment vis à vis de la réglementation en vigueur concernant la sécurité contre l'incendie et l'accessibilité, mais non demandés explicitement par le maître de l'ouvrage ;
- en cas d'oubli ou d'erreur de la part du maître d'œuvre (notamment, en phase de conception) ;
- pour les prestations supplémentaires causées par un retard dans l'exécution des travaux incombant au maître d'œuvre du fait d'un manquement de direction ou de surveillance.

3.3 Révision des prix

Les prix sont révisibles selon les modalités fixées ci-après.

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$P_n = P_o \times (A_n/A_o)$$

Avec :

- P_o : Prix initial du contrat ;
- P_n : Prix révisé ;
- A : Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010, Identifiant INSEE 001711010
- A_o : Valeur de l'indice de référence au mois « M_o », mois de la remise des offres ;
- A_n : Valeur de l'indice de référence au mois « n » précisé ci-dessous :

➤ Elément d'études (AVP, PRO, ACT, missions complémentaires en phase « études ») :

- a) durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : index du mois au cours duquel les prestations relatives à l'élément sont remises au maître d'ouvrage
- b) durée d'exécution supérieure à un mois : moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est exécutée la prestation

➤ Elément de suivi d'exécution des travaux (VISA, DET, missions complémentaires en phase « travaux ») : révision de chaque acompte, à l'avancement des prestations exécutées, sur la base de l'index du mois de révision.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du paiement, le maître d'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié.

Le maître d'ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés.

3.4 Avance

Le titulaire a droit à une avance de 5% du montant du marché.

Le taux de l'avance est porté à 20% lorsque le maître d'œuvre, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME.

Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

Le sous-traitant peut bénéficier d'une avance dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17, R. 2193-18 et R. 2193-19 du code de la commande publique.

3.5 Paiement

3.5.1 Périodicité des acomptes

Par dérogation à l'article 11.2 du CCAG MOE, la périodicité des acomptes est précisée ci-après :

Eléments de mission	Périodicité
AVP	80% à la remise du dossier complet et 20% après sa validation
PRO	
VISA	
ACT	20% à réception du DCE complet 40% à la remise du rapport définitif d'analyse des offres 40% après notification des marchés de travaux
DET	80% à l'avancement des travaux 20% à la remise du décompte final validé
AOR	40% à la date de réception des OPR 20% à réception des DOE 20% à l'achèvement des levées de réserves 20% à l'issue de la GPA

Toutefois, dans le cas où l'intervalle entre deux acomptes tel que défini ci-dessus, est supérieur à trois mois et dans la mesure où le maître d'œuvre peut justifier de l'exécution des prestations, le maître d'œuvre pourra demander le versement d'un acompte intermédiaire correspondant à la fraction des prestations exécutées. Les acomptes des éléments de missions AVP et PRO sont payés sur la base du forfait provisoire de rémunération, dans l'attente de l'avenant fixant le forfait définitif de rémunération.

Les missions diagnostics « PEMD »/« ressource », diagnostic initial, permis de démolir, étude de faisabilité et diagnostic structure, seront réglées après achèvement respectif de chacune de ces missions, ou, sous forme d'acomptes calculés au pourcentage d'avancement de la mission si le délai de celle-ci est supérieur à 3 mois.

3.5.2 Contenu des demandes de paiement et présentation

Il sera fait application des dispositions de l'article 11.3 à 11.6 du CCAG MOE complétées par les précisions ci-après.

Les demandes de paiement (facture) sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail Chorus Pro.

Elle doivent être présentées conformément au modèle fourni par l'EPAEM et en version excel de sorte à permettre une vérification des montants y figurant afin d'accélérer le traitement de ces dernières.

Elles doivent comprendre les mentions obligatoires ainsi que celles détaillées ci-dessous et être accompagnées des pièces justificatives idoines.

Contenu des demandes de paiement	
1	Intitulé et numéro du marché
3	Numéro d'engagement juridique
4	Désignation des prestations exécutées
5	Montant des prestations exécutées en € HT, hors TVA et hors révision de prix Celui-ci doit être détaillé par co-traitant et par élément de mission. En cas de sous-traitance, la nature et le montant des prestations sous-traitées doivent être indiqués. En cas de décomposition en tranches, ce détail doit être fourni pour chaque tranche.
6	Montant cumulé des précédents acomptes
7	Taux de TVA applicable
8	Dates d'achèvement des prestations
9	Indication du pourcentage de rémunération exigible pour les éléments de mission pouvant être partiellement réglés

Le maître d'ouvrage dispose d'un pouvoir discrétionnaire quant au choix d'opérer des rectifications ou non sur la demande de paiement. Ainsi, toute demande de paiement ne comprenant pas une ou plusieurs de ces mentions pourra être rejetée.

Pour les éléments de mission rémunérés mensuellement, la demande de paiement doit être adressée en début de mois pour les prestations exécutées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission.

3.5.3 Délai de paiement

Conformément à l'article R. 2192-11 2° du code de la commande publique, le paiement intervient par virement administratif dans le délai global de 60 jours. Le délai court à compter de la réception de la facture sur la plateforme Chorus Pro.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation des prestations, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d'admission de l'exécution des prestations.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit au versement d'intérêts moratoires au titulaire et au sous-traitant dans les conditions des articles R2192-31 et 32 du code de la commande publique.

Article 4 – Engagement de la maîtrise d’œuvre sur le coût des travaux

Aux différentes étapes d’avancement du marché, le maître d’ouvrage va comparer les enveloppes financières affectées aux travaux puis les coûts des travaux (coût de référence et coût de réalisation).

Afin d’effectuer ces comparaisons, le montant des travaux sera ramené à la valeur M0 du marché. Pour ce faire, le coût des travaux sera divisé par un coefficient de réajustement égal au rapport de l’indice TP01 pris respectivement au mois M0 du coût des travaux considérés et au mois M0 du marché de travaux.

4.1 Engagement du maître d’œuvre sur le coût de l’opération avant la passation des marchés de travaux

4.1.1 Contrôle des coûts de l’opération en phase conception

Le maître de l’ouvrage institue une procédure de contrôle continu de l’enveloppe prévisionnelle des travaux. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révèlent nécessaires.

Ainsi, durant toutes les missions de conception, le maître d’œuvre sera responsable de l’actualisation du cadre estimatif du projet à chaque phase d’étude.

Les évolutions de coût seront qualifiées conformément aux trois catégories définies à l’article 3.1.3 (CTI, CTA et CTM).

Cet état est produit par le maître de l’œuvre en euros H.T. valeur en cours et valeur M0.

4.1.2 Coût prévisionnel des travaux (Cp)

Conformément aux dispositions de l’article 4.1.1 du présent CCAP, le coût prévisionnel des travaux sera arrêté à l’issue de la mission AVP.

Cette estimation établie par le maître d’œuvre doit être la plus proche possible de l’objectif fixé au maître d’œuvre lors de la passation du marché (enveloppe prévisionnelle des travaux). En cas de dépassement ne résultant pas de circonstances que le maître d’œuvre ne pouvait prévoir, le maître d’ouvrage se réserve ainsi la possibilité de faire retravailler gratuitement le maître d’œuvre pour qu’il revienne dans le coût d’objectif assigné par le maître d’ouvrage.

4.1.3. Coût prévisionnel définitif des travaux (Cpd)

Le coût prévisionnel définitif des travaux est la somme des montants de travaux nécessaires à la réalisation de l’ouvrage et sur lesquels le maître d’œuvre s’engage. Il est ramené au mois M0 du marché.

L’engagement du maître d’œuvre sur un coût d’objectif intervient à l’issue de la phase PRO.

Cette estimation définitive établie par le maître d’œuvre doit être la plus proche possible de l’objectif fixé au maître d’œuvre lors de la passation du marché ^{subsequent} (coût prévisionnel des travaux arrêté à l’issue de la mission AVP) . En cas de dépassement ne résultant pas de circonstances que le maître d’œuvre ne pouvait prévoir, le maître d’ouvrage se réserve ainsi la possibilité de faire retravailler gratuitement le maître d’œuvre pour qu’il revienne dans le coût d’objectif assigné par le maître d’ouvrage.

4.1.4 Coût de référence des marchés de travaux (CMT)

Le coût des marchés de travaux est arrêté par le maître d'ouvrage avant la notification de l'ensemble des marchés de travaux. Ce coût, fixé en valeur M0, sera égal à la somme des montants des marchés de travaux à notifier aux entreprises (cumul des offres économiquement les plus avantageuses).

Le coût de référence des marchés de travaux sera assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

Seuil de tolérance =	$\text{coût prévisionnel définitif des travaux} \times (1 + \text{taux de tolérance})$
----------------------	--

En cas de non respect du seuil de tolérance susvisé, le maître d'ouvrage peut déclarer les consultations infructueuses et demander à ce titre la reprise des études par le maître d'oeuvre. Le titulaire a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance. Le délai laissé au titulaire pour réaliser cette prestation sera fixé par ordre de service.

Le titulaire s'engage à reprendre ses études selon cette procédure jusqu'à ce que le coût de référence des travaux soit inférieur au seuil de tolérance.

Dans le cas où le titulaire ne trouve pas de solutions pour que le coût de référence des travaux puisse être inférieur ou égal au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage pourra procéder à la résiliation du marché de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 10.4 du présent CCAP.

4.2 Engagement du maître d'œuvre sur le coût de l'opération après la passation des marchés de travaux

Le Coût Constaté Final des travaux est égal à la somme des montants totaux des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, accords-cadres à commande intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors revalorisation de prix à l'exclusion des travaux supplémentaires ou modificatifs des catégories CTA-EXE et CTM-EXE définies ci-dessous :

Catégorie 1 CTI-EXE	Catégorie 2 CTA-EXE	Catégorie 3 CTM-EXE
Le Coût des Travaux complémentaires initiés par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.	Le Coût des Travaux complémentaires qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux	Le Coût des Travaux complémentaires initiés par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme

Le coût constaté final est assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

L'écart entre CMT et CCF est calculé comme suit :

Ecart =	$[\text{CMT} \times (1 + \text{taux de tolérance})] - \text{CCF}$
---------	---

Le cas échéant, le titulaire supporte la plus petite pénalité résultant des deux formules suivantes :

- 10 % appliquée à l'écart calculé ci-dessous ;
- 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à la passation des marchés de travaux (VISA, DET et OPC).

Article 5 – Exécution et périmètre des prestations

5.1 Collaborateurs du maître d'œuvre

Le titulaire désigne nominativement dans l'acte d'engagement :

- son représentant ;
- le/la chargé(e) du suivi administratif et financier du marché.

ainsi que leur suppléant respectif, de même compétence et capable de les remplacer en cas d'empêchement.

Le représentant est chargé d'assurer la coordination effective de toutes les études, le suivi des travaux et le suivi financier, pour ce qui concerne les obligations de la maîtrise d'œuvre.

Il doit assister à toutes les réunions demandées par le maître d'ouvrage ou son représentant pendant la phase "études" et à toutes les réunions hebdomadaires de chantier pendant la phase "travaux" et être habilitée à prendre sur-le-champ les décisions nécessaires.

Le maître d'œuvre pourra désigner un représentant spécifique pour l'exécution du marché. Celui-ci et son suppléant seront, le cas échéant, désignés.

Ce représentant, dit « coordonnateur » est donc notamment chargé, pendant les études :

- De centraliser tous les échanges de documents entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre,
- D'assurer la diffusion des informations au sein du groupement et de vérifier leur bonne prise en compte,
- De gérer les calendriers de réunions de coordination maître d'ouvrage / maître d'œuvre, d'en établir les ordres du jour, de participer à ces réunions, d'en établir et diffuser les comptes rendus,
- De participer aux réunions de présentation des dossiers au maître d'ouvrage,
- D'initier et de participer aux réunions avec les différents conseils et assistants au maître d'ouvrage (AMO, Urba Conseil, bureau de contrôle, CSPS, OPC, etc.),
- D'établir le planning détaillé des études, à chaque phase, en collaboration avec le maître d'ouvrage,
- De vérifier l'adéquation entre les moyens de la maîtrise d'œuvre et les délais, de vérifier régulièrement le respect du planning,
- De provoquer les réunions spécifiques qui auront pour objet de mesurer l'avancement des études, d'analyser les écarts éventuels par rapport aux prévisions, et de proposer, le cas échéant, les moyens de correction,
- D'organiser les dossiers d'étude, d'affecter les différents chapitres aux intervenants de la maîtrise d'œuvre,
- De contrôler la cohérence des dossiers, de vérifier la conformité du projet avec le programme,
- De contrôler les interfaces entre les intervenants de la maîtrise d'œuvre,
- D'assurer les revues de détail avant chaque remise de dossiers pour s'assurer que les documents remis par la maîtrise d'œuvre abordent tous les paramètres nécessaires à la décision du maître d'ouvrage et fassent la synthèse des commentaires des différents spécialistes,
- De participer aux réunions d'approbation des dossiers, de coordonner les corrections demandées par le maître d'ouvrage,
- D'identifier les risques de plus-values induites par les aléas d'études, de vérifier les estimations,
- De participer aux réunions d'arbitrage économique et de proposer d'éventuelles orientations alternatives en cas de dépassement,
- De mettre en place une procédure de suivi des coûts supplémentaires, et de présenter un bilan à chaque remise de dossier,
- De définir, avec le maître d'ouvrage, la procédure d'appels d'offres à mettre en place, de participer à l'établissement des diverses pièces administratives (acte d'engagement, CCAP, ...),
- D'établir le planning enveloppe des travaux, la notice éventuelle de phasage, la notice des limites de prestations tous corps d'état
- De représenter éventuellement le maître d'œuvre à la commission d'ouverture des plis,
- D'établir le rapport de synthèse d'ACT, au vu des différentes analyses des bureaux d'études, puis d'assister à la réunion de présentation du rapport au maître d'ouvrage.

Pendant la période de préparation du chantier et l'exécution des travaux, le maître d'œuvre participera aux réunions de la cellule de synthèse, afin notamment de suivre et contrôler les études d'exécution à la charge des entreprises. Le coordonnateur organisera l'intervention des spécialistes de son équipe en fonction.

Le temps de présence minimum de l'équipe de maîtrise d'œuvre sera déterminé par le coordonnateur en accord avec le maître d'ouvrage en fonction de l'activité du chantier et sera variable selon les phases. De façon générale, le coordonnateur centralisera les échanges et assurera la diffusion des informations au sein du groupement. Il sera prévu au minimum un rendez-vous de chantier hebdomadaire organisé par le coordonnateur

Lorsque les personnes nommément désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs tâches, le maître d'œuvre doit présenter au maître d'ouvrage un remplaçant justifiant de compétences et références équivalentes à celles de la personne initialement désignée. A défaut, le remplaçant sera refusé.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

Le représentant initial doit assurer le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus à tout nouvel intervenant désigné pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement. Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

S'il apparaît, au cours de l'exécution du marché, que le groupement n'est pas en mesure de mobiliser les compétences jugées nécessaires au traitement d'un domaine particulier, celui-ci est tenu, sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage ou de son représentant de s'adjoindre, par tout moyen jugé opportun, les spécialistes capables de pallier les défaillances ayant justifié cette demande.

Ces spécialistes sont soumis à l'agrément du maître de l'ouvrage ou son représentant, dans les conditions de l'article 3.4.3 CCAG - MOE. Leur intervention ne peut avoir pour conséquence de modifier le forfait de rémunération.

5.2 Ordres de service

5.2.1 Ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre

Un ordre de service sera transmis par le maître d'ouvrage notamment dans les cas suivants :

- Démarrage ou prolongation du délai d'exécution d'une prestation ;
- Suspension provisoire du délai d'exécution ;
- Modification des dispositions contractuelles.

L'ordre de service daté est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre par tout moyen dématérialisé ou matérialisé permettant d'en attester la date certaine de sa réception.

Par dérogation à l'article 3.8.2. du CCAG MOE, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour notifier au maître d'ouvrage ses observations éventuelles.

5.2.2 Ordres de service délivrés par le maître d'œuvre aux entrepreneurs

Dans le cadre de l'élément de mission "Direction de l'exécution des Travaux", le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination de l'entrepreneur avec copie au maître d'ouvrage.

Toutefois, le maître d'œuvre ne peut émettre d'ordre de service sans avoir obtenu la validation préalable du maître d'ouvrage pour tous les OS suivants :

- entraînant une incidence financière (affermisssement des tranches optionnelles, notification de prestations supplémentaires ou modificatives) ;
- démarrage, interruption ou poursuite des travaux ;
- prolongation des délais d'exécution ;

- choix des matériaux à la discrétion du maître d'ouvrage, et de remplacement.

Les prix nouveaux notifiés dans le cadre des ordres de service de prestations supplémentaires ou modificatives sont établis en valeur MO correspondante au marché de travaux concerné.

Les ordres de service sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre au titulaire par tout moyen de communication matérialisé (remise en mains propres contre signature) ou dématérialisé permettant d'en attester la date certaine de réception (fax, LRAR, lettre recommandée électronique classique ou envoyée par la plateforme de dématérialisation PLACE ou mail de l'entreprise en accusant expressément réception).

Il est rappelé que pour être applicable, un ordre de service doit être notifié aux titulaires des marchés de travaux avant tout commencement d'exécution.

En cas d'inobservation de cette clause, la responsabilité financière du maître d'œuvre pourra être recherchée.

5.3 Registre de chantier

Dans le cadre du contrôle général des travaux, le titulaire se doit, en application des obligations faites à l'article 28.5 du CCAG-Travaux, répertorier historiquement l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

5.4 Présentation des livrables

Conformément à l'article 27 alinéa 1 du CCAG-PI, le maître d'œuvre doit aviser par écrit le maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

L'ensemble des livrables sera remis en deux (2) exemplaires papier parmi lesquels impérativement un exemplaire reproductible. L'ensemble des documents sera également fourni sur un (1) support numérique (CD, ou de préférence clé USB, etc.) dans les formats d'origine (Autocad, Excel, Word, etc.) et en format PDF. Le maître d'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Les livrables à fournir pour chaque élément de mission et le format informatique exigé pour leur présentation sont précisément détaillés dans le CCTP.

5.5 Délais d'exécution et pénalités

5.5.1 Conditions générales

Les délais d'exécution développés ci-après s'entendent en jours calendaires.

Lorsque le délai imparti au maître d'œuvre expire un samedi, un dimanche ou un jour férié, son échéance est reportée au premier jour ouvrable suivant. En cas de dépassement de ce délai, la période d'application des pénalités correspondantes commence le jour suivant l'expiration dudit délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG MOE, les pénalités sont appliquées au maître d'œuvre sur simple constat sauf si, dans le délai contractuel, le titulaire informe le maître d'ouvrage d'un retard exogène à sa volonté qui ne lui permet pas de réaliser ses prestations dans les délais. Dans ce cas, le maître d'ouvrage décidera s'il lui notifie une décision de prolongation de délai l'exonérant de pénalités, en application de l'article 15.3 du CCAG.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité sauf décision expresse du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

5.5.2 Exécution aux frais et risques

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les différents livrables dus au titre de son marché, à l'issue d'un délai complémentaire notifié par le maître d'ouvrage, ce dernier le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce nouveau délai, le maître de l'ouvrage peut faire exécuter les prestations aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant.

Conformément à l'article 11.3.7 du CCAG, le surcoût supporté par le maître d'ouvrage est déduit des sommes dues au maître d'œuvre au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que le maître d'ouvrage aurait dû régler au maître d'œuvre pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du maître d'œuvre défaillant.

La réception par le maître d'ouvrage des documents vérifiés, soit par le maître d'œuvre, soit aux frais de celui-ci par un tiers, met fin à l'application des pénalités au maître d'œuvre.

5.5.3 Délai d'exécution et pénalités en phase études

Les délais de remise des documents d'étude sont précisés dans le tableau ci-après. Celui-ci indique également le point de départ des délais et les pénalités associées en cas de non-respect.

Mission	Délais d'exécution	Point de départ du délai	Délai de reprise	Pénalité de retard par jour calendaire de retard
Diagnostic initial, faisabilité	3 semaines	OS de démarrage de la prestation	1 semaine	250 €
Diagnostic PEMD / Ressource	3 semaines	OS de démarrage de la prestation	1 semaine	250 €
AVP	3 semaines	OS de démarrage de la prestation	1 semaine	250 €
Permis de démolir	2 semaines		1 semaine	250 €
PRO / DCE	3 semaines	OS de démarrage de la prestation	Reprise PRO – 1 semaine	250 €
ACT : Établissement des rapports d'analyse des offres (RAO)	2 semaines	Transmission informatique des offres par la MOA au Titulaire	-	250 €
VISA	10 jours	Réception des documents EXE	5 jours	250 €
DOE	14 jours	Réception des documents de l'entreprise	1 semaine	250 €
Vérification des projets de décomptes mensuels et établissement des états d'acompte	10 jours	Réception du projet de décompte mensuel de l'entreprise	-	250 €
Vérification du projet de décompte final et établissement du décompte général	20 jours	Réception du projet de décompte final de l'Entreprise	-	250 €

5.5.4 Délai d'exécution et pénalités en phase travaux

Les délais d'exécution des prestations en phase travaux sont détaillés dans le tableau ci-après. Celui-ci indique également le point de départ des délais et les pénalités associées en cas de non-respect.

Prestation	Délai	Point de départ du délai	Pénalité de retard par jour calendaire de retard
Vérification des projets de décompte mensuel des entrepreneurs et établissement de l'état d'acompte mensuel	7 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro	100 €
Vérification du projet de décompte final	15 jours	Date de réception de la facture dans Chorus Pro	100 €
Etablissement du projet de décompte général des entrepreneurs selon le modèle fourni par l'EPAEM	10 jours	Date de réception de l'état d'acompte transmis par la Direction des Finances de l'EPAEM	100 €
Envoi de la mise en demeure à l'entrepreneur en cas de défaillance de ce dernier dans la remise de son projet de décompte final	5 jours	5 jours suivant l'expiration du délai de 30 jours suivant la date d'achèvement des travaux	100 €
VISA	2 semaines	Date de réception des EXE des entreprises	200 €
Compte-rendu de chantier	5 jours	A l'issue de la réunion	100 €
Registre de chantier	2 jours	Date de la demande de transmission par le maître d'ouvrage et en fin de chantier à compter de la date des OPR	500 €
Accostage financier	Au plus tard le 15 du mois qui suit la fin de chaque trimestre, c'est-à-dire le 15/04, le 15/07, le 15/09 et le 15/12.		500 €
Instruction des mémoires en réclamation	15 jours	Date de l'accusé réception du mémoire par le maître d'œuvre	500 €
Visa des demandes de sous-traitance des marchés de travaux	10 jours	Date de réception de la demande d'acceptation du sous-traitant	100 €
Analyse de prix nouveau et rédaction de l'OS de prix nouveau / avenant	15 jours	Date de réception du devis de l'entreprise	200 €
Organisation des opérations préalables à la réception	20 jours	Date de réception du courrier de l'entrepreneur l'informant de la date à laquelle les travaux seront achevés ou date d'achèvement des travaux	500 €
Récolement des DOE des entrepreneurs de travaux	30 jours	Date des opérations préalables à la réception	500 €
Transmission des EXE 4 et 5 (établis lors des OPR)	5 jours	Date de réalisation des opérations préalables à la réception	250 €
Organisation des opérations nécessaires à la levée des réserves	5 jours	A l'expiration du délai fixé pour les travaux de reprise des désordres	250 €
Envoi de la mise en demeure à l'entrepreneur en cas d'absence de réalisation des travaux de reprise des désordres dans le délai imparti	10 jours	5 jours suivant l'expiration du délai fixé pour les travaux de reprise des désordres	250 €
Transmission de l'EXE 9 établi pour la levée des réserves (formulées lors de la réception des travaux)	10 jours	Date de réalisation des opérations préalables à la levée des réserves	250 €

5.5.3 Délai d'exécution et pénalités pour les missions complémentaires

Les délais et pénalités des missions complémentaires nouvelles ainsi que celles définies aux CCTP et BPPU seront contractualisés lors de l'établissement du marché propre à cette mission complémentaire.

Il sera appliqué une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

5.5.5 Dispositions spécifiques aux décomptes mensuels et au décompte final établis par l'entrepreneur

Les projets de décompte mensuel et de décompte final établis par l'entrepreneur sont exclusivement traités via la plateforme Chorus PRO de sorte à disposer d'une traçabilité de tous les échanges, et plus particulièrement des suspensions du délai global de paiement. Le maître d'œuvre devra s'assurer avant toute chose que le projet de décompte mensuel est correctement établi conformément au modèle de la maîtrise d'ouvrage.

Si le maître d'œuvre sollicite une pré-transmission des projets de décompte en dehors de l'outil CHORUS PRO, la preuve de transmission (exemple : mail de l'entrepreneur) vaudra point de départ du délai de calcul des délais d'exécution susmentionnés.

Si les documents visés par le maître d'œuvre font apparaître des erreurs, le maître d'ouvrage met en demeure le titulaire de procéder aux corrections dans un délai qu'il fixe. La pénalité forfaitaire prévue à l'article 6.5.6 pourra être appliquée en cas d'erreurs substantielles et/ou répétées.

En cas de retard dans la correction demandée, la pénalité applicable en cas de retard de vérification des projets de décompte des entrepreneurs sera pleinement applicable.

Au cas où le maître d'ouvrage est conduit, du fait du retard du maître d'œuvre, à verser à l'entrepreneur concerné des intérêts moratoires d'un montant plus élevé que la pénalité prévue, c'est ce dernier montant qui est pris en compte en guise de pénalité.

5.5.6 Autres pénalités

En outre, le titulaire encourt l'application de pénalités en cas de manquement à ses obligations contractuelles comme suit :

Manquement	Pénalité forfaitaire
Absence à une réunion de chantier	500 €
Erreurs substantielles et/ou répétées dans la vérification des décomptes mensuels et/ou du décompte final des entrepreneurs	500 €
Ordre de service tardif (notifié à l'entreprise postérieurement à l'exécution des prestations ordonnées) ou ordre de service notifié sans l'accord préalable de la maîtrise d'ouvrage	500 €
Défaillance dans l'obligation de suivi des travaux de reprise liées aux réserves signalées pendant le délai de garantie de parfait achèvement (assistance du maître d'ouvrage dans la fixation du délai de levée des réserves, et statuer sur la levée des réserves)	500 €
Manquement aux obligations environnementales définies dans les pièces marché	500 €

Article 6 – Développement durable

6.1 Obligations environnementales

En complément des dispositions prévues à l'article 7 du CCAG, le titulaire devra respecter des obligations décrites ci-après.

Le maître d'œuvre devra se conformer aux dispositions qu'il a indiqué dans son mémoire technique, faute de quoi, il encourt l'application d'une pénalité telle qu'indiquée à l'article 13 du CCAP.

En outre, le maître d'œuvre devra respecter les obligations développées ci-après :

D'une part, une attention particulière sera apportée par le Titulaire à la minimisation de toutes les nuisances (bruit, poussières, vibrations, circulation de véhicules, pollutions diverses) par l'obligation qui sera faite auprès de l'Entreprise du marché de démolition de méthodes de travaux et d'emploi de matériels adaptés.

D'autre part, le Titulaire recherchera le scénario de gestion des déchets le plus approprié permettant une valorisation optimale des déchets.

Pendant toute la durée du chantier, le Titulaire est désigné comme étant le coordonnateur déchets. La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de sa responsabilité.

A ce titre, il est l'interlocuteur des correspondants déchets des Entreprises de travaux. Le coordonnateur veille notamment au respect des consignes de tri, des emplacements désignés pour recevoir les bennes et contenants, à la mise en place et au maintien de la signalétique sur le chantier. Le coordonnateur collecte auprès des correspondants déchets des Entreprises de travaux l'ensemble des documents de traçabilité et toutes les informations nécessaires permettant notamment de répondre aux exigences de la réglementation sur les diagnostics déchets préalables à la démolition, ce qui constituera une pièce des ouvrages exécutés.

La réglementation exige en cours de chantier la remise de Bordereaux de Suivi des Déchets pour tous les déchets de type amiante, DIS et DIB. Ces bordereaux permettent d'assurer une traçabilité complète de l'élimination ou de la valorisation des déchets. Ils seront remis au Maître d'ouvrage en fin de chantier dans le cadre du Dossier de fin de chantier.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage s'est adjoint les services d'un « AMO Réemploi » dont le rôle consiste notamment à analyser en amont de l'intervention du MOE le potentiel de réemploi sur les sites prévus à être démolis, afin d'anticiper au mieux la recherche locale de débouchés. Des échanges entre le Titulaire et l'AMO Réemploi sont à prévoir dans les différentes phases de conception. L'AMO réemploi sera aussi amenée à intervenir en phase REA pour la récupération des matériaux avant ou pendant les travaux, notamment lors des phases de pré-curage ou curage.

Le Titulaire réalisera donc un « Diagnostic PEMD » (cf. §Erreur ! Source du renvoi introuvable.3) après le diagnostic initial (cf. §Erreur ! Source du renvoi introuvable.) pour fournir les données nécessaires à l'étude de la déconstruction des DIB, préalable à la démolition. Cet Audit Déchets sera transmis aux Entreprises de travaux dans le cadre du DCE pour leur permettre de fournir le Schéma Organisationnel de Gestion et Elimination des Déchets (SOGED) le plus approprié à l'opération.

Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

6.2 Insertion sociale

L'attention du titulaire est attirée sur la volonté du maître d'ouvrage d'intégrer des clauses sociales dans les marchés de travaux. En conséquence, le titulaire doit déterminer les prestations susceptibles de faire l'objet d'heures d'insertion sociale.

Etant précisé que l'établissement est accompagné par la Métropole Aix Marseille sur la définition, le calibrage des heures d'insertion et le contrôle du respect de ces clauses par les entrepreneurs de travaux.

Article 7 – Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le maître d'œuvre devra remettre au maître d'ouvrage une copie de ses contrats d'assurances (responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile décennale), sur lesquels devront apparaître les sommes assurées, les franchises et les taux de primes, ainsi qu'une attestation d'assurance justifiant :

- que les polices s'appliquent sans restriction et dans toutes leurs conditions pour la réalisation des ouvrages, objets du présent marché,
- que le bénéficiaire desdites polices est à jour du paiement de ses primes.

Article 8 – Résiliation

L'acheteur a la faculté de résilier le présent accord-cadre avant son achèvement :

- soit pour événements extérieurs, dans les conditions mentionnées à l'article 28 du CCAG MOE,
- soit pour faute du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG MOE,
- soit pour motif d'intérêt général conformément aux dispositions de l'article 31 du CCAG MOE,
- soit dans les conditions fixées par l'article L. 2195-4 du Code de la Commande Publique.

Dans tous les cas, la résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision prise par l'acheteur, et ne donne lieu à aucune indemnité (par dérogation aux articles 27 à 31 du CCAG MOE).

Si le titulaire est un groupement d'entreprises, la résiliation peut être partielle (ne concerner que certains membres du groupement) ou totale (pour l'ensemble du groupement).

Article 9 – Règlement des différends

En cas de différend éventuel, le maître d'ouvrage et le titulaire échangeront en vue d'un règlement à l'amiable. Toutefois, en cas d'échec, le contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Conformément aux dispositions de l'article 35.2 du CCAG MOE, la production d'un mémoire en réclamation en bonne et due forme constitue un préalable obligatoire à la saisine du juge.

Article 10 – Dérogations au CCAG MOE

Objet	Article du CCAP	Article du CCAG MOE auquel il est fait dérogation
Périodicité des acomptes	3.5.1	11.2
Collaborateurs du maître d'œuvre	5.1	3.4
Ordres de service	5.2.1	3.8.2
Pénalités	5.5.1	16.2.4, 16.2.1 et 16.2.2
Résiliation	9	27 à 31